

Questions orales

Une telle mesure serait néfaste pour le secteur du bénévolat, cela ne fait aucun doute je crois. Les dons de charité disparaîtraient, on nous l'a fait savoir sans équivoque.

Bref, l'impôt uniforme pénaliserait exactement ceux-là mêmes que nous tentons d'aider en tout premier lieu par le budget présenté mardi.

* * *

LE CHÔMAGE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Ce budget n'apporte pas grand-chose à bon nombre de Torontois, spécialement aux 206 000 chômeurs qui ont immédiatement besoin de travail pour remettre leur famille sur pied, aux 400 000 assistés sociaux qui ont besoin d'espoir et aux 124 000 personnes qui ont recours aux banques d'alimentation et qui auraient bien aimé mettre fin à cette honteuse dépendance.

Pourquoi le gouvernement a-t-il choisi d'ignorer le sort de ces Canadiens dans son budget et pourquoi n'a-t-il pas pris des mesures favorables à la création d'emplois qui auraient remédié au malaise économique dont souffrent le Grand Toronto et ses habitants?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, nous avons retenu les leçons de la récession de 1981-1982. Le gouvernement d'alors avait essayé, mais en vain, de s'en sortir à grands coups de millions qu'il avait empruntés et que nous sommes aujourd'hui encore en train de rembourser, ou du moins d'essayer de rembourser. Notre pays est écrasé par le fardeau de cette dette.

Ce que nous pouvons faire de mieux pour ces gens, c'est de relancer l'économie de façon à créer des emplois intéressants à plein temps et de ne pas nous contenter de programmes ponctuels de création d'emplois qui ne durent qu'un ou deux mois.

Le montant des fonds suggéré par le Parti libéral n'aurait servi à créer que 30 000 emplois à court terme, et ce pour tout le Canada. Et ça n'aurait rien réglé. La seule façon de régler le problème, c'est de mettre les éléments fondamentaux en place de façon à pouvoir reprendre à toute vapeur dès la fin de la récession.

C'est ce que pensent tous les analystes du Canada et d'ailleurs; selon eux, de tous les pays du G-7, nous sommes celui qui est dans la meilleure position pour la relance économique cette année.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): C'est de la foutaise cette réponse et le ministre le sait bien!

La municipalité du Grand Toronto avait proposé la création de projets conjoints précis, financés par les trois paliers de gouvernement, qui auraient donné à Toronto le coup de fouet dont cette ville a besoin dans le domaine de l'emploi.

Par exemple, la construction d'un nouveau centre d'affaires aurait créé immédiatement 7 000 emplois dans la construction et, plus tard, 3 000 emplois permanents.

Pourquoi le gouvernement a-t-il repoussé cette suggestion et d'autres projets raisonnables du même genre, pas des programmes ponctuels de formation d'emplois, des projets raisonnables qui auraient redonné du travail aux Canadiens et qui leur auraient donné l'impression que le gouvernement dit vrai lorsqu'il prétend que l'économie est sur la bonne voie?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, nous ne l'avons pas fait parce que les contribuables n'ont pas mâché leurs mots et qu'ils nous ont demandé de relancer l'économie sans avoir recours aux programmes ponctuels de création d'emplois. Une fois que l'économie aura redémarré, on pourra peut-être réaliser certains de ces projets.

Mais pour le moment, les contribuables—et ce sont toujours les mêmes qui paient—ne peuvent pas se permettre d'emprunter davantage car ça ne ferait qu'accroître les taux d'intérêts et relancer l'inflation; nous nous retrouverions dans le même cercle vicieux que celui dans lequel les libéraux nous avaient enfermés pendant des années. Nous essayons d'y échapper et nous sommes convaincus que les politiques que nous suivons nous conduiront au succès.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi.

D'après un rapport publié récemment par Statistique Canada, la plupart des Canadiens qui demandent des prestations d'assurance-chômage risquent d'y avoir recours à de nombreuses reprises tout au long de leur vie active.

Le rapport indique que le nombre des personnes qui recourent souvent à l'assurance-chômage est très élevé. Ces personnes représentent jusqu'à 80 p. 100 de l'ensemble des prestataires.

Je voudrais demander au ministre pourquoi le budget ne prévoit pas une stratégie de formation qui aiderait ces gens à sortir du cercle vicieux de l'assurance-chômage.